

ALMA MATER STUDIORUM UNIVERSITÀ DI BOLOGNA

SCUOLA DI LINGUE E LETTERATURE, TRADUZIONE E INTERPRETAZIONE

SEDE DI FORLÌ

MEDIAZIONE LINGUISTICA INTERCULTURALE

ELABORATO FINALE

LA FUITE DES CERVEAUX EN AFRIQUE

CANDIDATO :

Aude Erwan BOGNE

RELATORE :

Prof. Yannick HAMON

Anno Accademico 2017

Sessione Autunnale

PLAN DE THESE

INTRODUCTION

I. LA FUITE DES CERVEAUX : UN PHENOMENE AUX CAUSES MULTIPLES

A. Multiples lacunes dans le système éducatif africain : Un facteur déterminant dans l'émigration des étudiants africains

1. La forte précarité des infrastructures
2. Les différentes difficultés rencontrées par les étudiants au sein des établissements scolaires

B. Rigidité des rapports entre enseignants et étudiants

1. L'absence de dialogue et d'échange entre étudiants et formateurs
2. La corruption et le chantage sexuel en milieu académique

C. Les conditions économiques défavorables à la vie des étudiants

1. L'influence de la crise économique et la recherche d'un avenir meilleur
2. Les mauvaises conditions salariales

II. LES CONSEQUENCES DE L'EXODE DES CERVEAUX AFRICAINS

A. Un phénomène qui vide l'Afrique de ses compétences

1. La perte du personnel qualifié au profit des pays développés
2. Les africains migrants se spécialisent dans des domaines qui ne cadrent pas toujours avec leurs ambitions professionnelles

- B. La fuite des cerveaux comme facteur d'inertie économique en Afrique
 - 1. Investissement non rentabilisé d'énormes capitaux sur l'éducation primaire des jeunes africains
 - 2. Pertes économiques dues à l'inefficacité et le manque d'expérience

- C. Les conséquences socio-politiques de l'exode des cerveaux
 - 1. Renforcement de la discrimination et du favoritisme
 - 2. Le déséquilibre de la structure démographique et l'affaiblissement des cultures africaines

III. PERSPECTIVES DE REMEDIATION A LA FUITE MASSIVE DES COMPETENCES AFRICAINES

- A. Revoir les conditions académiques d'apprentissage
 - 1. Mise en place des infrastructures modernes nécessaires à la bonne formation au sein des universités
 - 2. L'amélioration des rapports entre étudiants et personnel éducatif

- B. La promotion d'une politique de retour
 - 1. Amélioration de la situation politique
 - 2. Privilégier le système de méritocratie dans la société

- C. Amélioration des conditions de travail, de salaire, et de vie en Afrique comme gage d'attraction et de stabilisation des cerveaux africains
 - 1. Offrir aux chercheurs un salaire proportionnel à leur travail.
 - 2. Utiliser les ressources des diasporas intellectuelles : Une stratégie prometteuse pour l'Afrique.

Conclusion

Continent colonisé en majeure partie par la France, l'Allemagne et l'Angleterre, l'Afrique ne connaît son indépendance que dans les années 60. L'indépendance aurait pu être synonyme d'autonomie en général. Malheureusement tel n'est pas le cas, car ce continent souffre depuis très longtemps d'un phénomène connu sous le nom de fuite des cerveaux et qui pose un problème pour son développement. Ce problème migratoire est l'incidence des mauvaises conditions de vie et d'étude rencontrées dans les pays africains. Selon une analyse profonde de la situation migratoire en Afrique, les pays les plus touchés par ce phénomène seraient l'Afrique du sud, le Nigeria, le Cameroun, le Ghana, l'Égypte, le Soudan, le Sénégal, le Congo. Ce phénomène souvent qualifié d'exode des cerveaux suscite depuis longtemps plusieurs débats et réflexions dans l'espoir de trouver des pistes de solution.

De manière générale, la fuite des cerveaux désigne le flux migratoire de jeunes étudiants, chercheurs, ou de façon plus globale des personnes de haut niveau de qualification qui s'installent à l'étranger dans le but de trouver de meilleures conditions d'étude, de travail, de vie ou de rémunération. Dans le livre intitulé **Education et Sociétés** de De Boeck Supérieur « la fuite des cerveaux désigne la soustraction discrète de quelques intellectuels d'un environnement professionnel où leur présence profite à ceux qui les courtisent. C'est également le départ massif des cadres vers des pays où sans être invités ni vivement recherchés, ils espèrent un mieux-être ». En effet, une perte des éléments les plus productifs d'une société peut avoir des répercussions néfastes sur son développement au profit des pays d'accueil. Par compétences, il s'agit d'une part des étudiants qui pour suivre leur formation académique se déplacent vers les pays développés pour y rester. D'autre part, il s'agit de personnes déjà formées ayant un niveau d'instruction élevé qui émigrent des pays en voie de développement pour s'unir à la main d'œuvre des pays développés.

Depuis les années soixante, la fuite des cerveaux apparaît comme un phénomène qui affecte de façon accentuée les pays du sud de la planète notamment l'Afrique au profit de ceux du nord. Cette situation s'est encore plus intensifiée dans les années 2010. Ainsi chaque année, de nombreux étudiants africains quittent leur continent pour poursuivre leurs études en occident. L'Afrique se vide ainsi de façon progressive d'une grande partie de sa substance grise et de ses compétences au profit des pays développés. Ce profit est d'autant plus important que certains pays occidentaux ont su trouver des moyens justes pour faciliter le déplacement des jeunes étudiants qui voulaient immigrer chez eux : L'Italie par exemple qui

par les cours de langue facilite l'obtention du visa. Le gouvernement camerounais a signé un partenariat avec le gouvernement Italien qui délivre chaque année au moins 350 visas aux étudiants. Ensuite l'Allemagne qui par le même canal délivre également des visas, **selon Thomas Böhm, Head of Africa and Middle East Division du German Rector's conference** le nombre d'étudiants enregistrés dans le pays est estimé à 21 649. Le Cameroun en tête avec 5 783 suivi du Maroc 5461, la Tunisie 2552, L'Egypte 1 473 le Nigeria 645 le Kenya 586, le Ghana 511, l'Ethiopie 490. Puis le Québec avec l'immigration francophone sur étude de dossier, les Etats-Unis par la promotion et la loterie. L'exode des cerveaux africains est donc un sujet toujours d'actualité, qui est analysé par les institutions internationales des nations-unies, par des mouvements tels que : *mouvements estudiantins panafricains affiliés à la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) et à la West African Students Union (WASU)* qui se posent des questions à propos de cette situation sans toutefois avoir de réponses à leurs préoccupations. La pertinence de cette étude reposera inévitablement sur des questions précises : pourquoi la fuite des cerveaux ? Quelles en sont les conséquences collatérales (c'est-à-dire aussi bien dans les pays qui perdent leurs cerveaux que dans les pays d'accueil) ? Que faut-il faire pour remédier à cet exode des compétences africaines vers l'occident ? La résolution d'une telle problématique reposera inéluctablement dans un premier temps sur l'analyse des causes de la fuite des cerveaux en Afrique (I), dans un deuxième temps son incidence sur le continent africain(II) et enfin sur la proposition des pistes de solution pour remédier à ce problème (III)

IV. LA FUITE DES CERVEAUX : UN PHENOMENE AUX CAUSES MULTIPLES

Chaque année, l'Afrique voit d'importants effectifs de ses étudiants se déplacer vers l'Europe. Selon RFI en 2016 l'Afrique était à l'honneur pour la rencontre de campus France qui s'est tenue du 7 au 9 novembre à Paris. Au terme de cette rencontre il ressort que l'Afrique compte plus de 373 000 étudiants en mobilité internationale. Cette migration volontaire des substances grises du continent est due à de multiples facteurs liés au climat inconfortable qui règne tant dans le système éducatif(A) que sur les sphères économique (B) et politique (C)

A. Multiples lacunes dans le système éducatif africain : Un facteur déterminant dans l'émigration des étudiants africains

L'avènement de l'école tel que vécu de nos jours en Afrique date de la période coloniale. Comme l'affirme Deborah Lésel dans son article intitulé Le système éducatif africain : un héritage colonial ? La France en particulier a été présente sur les territoires Africains. Ceci dit, avant l'arrivée des colons en Afrique, le système éducatif était traditionnel. On n'y trouvait pas d'écritures, car l'enseignement de la tradition se faisait oralement. C'est ainsi que l'essentiel des enseignements véhiculés de génération en génération tourne autour de la tradition, sa préservation et sa transmission qui assurent sa survie. Une telle éducation ne prévoyait pas de structure telle que des établissements scolaires. Dans une thèse bien détaillée de Mlle Cécile Thomas intitulée *L'éducation en Afrique francophone de l'héritage coloniale à l'autonomie intellectuelle : vers un partenariat équitable avec la France*, il en ressort que, avec l'arrivée de la colonisation, l'Afrique va voir implanté en son sein un système éducatif autre, le système occidental. La première école fut créée au Sénégal en 1817. Pendant cette période coloniale et peu après, l'Afrique bénéficiait des diplômes délivrés par son ancienne colonie et une politique d'éducation mise en place par les arrêtés du général Roume, des aides en ressources humaines, financières et matérielles. Ensuite, ces diplômes ont été remplacés par des équivalences et pendant ce temps l'Afrique n'a pas songé à faire des réformes, des innovations adaptées aux besoins de la société Il semble donc évident que l'importation du système éducatif occidental en

Afrique ne s'est pas fait sans faille. En effet, une observation profonde de la formation intellectuelle en Afrique montre de graves anomalies tant sur le contenu et les méthodes d'enseignement que sur le plan infrastructurel.

1. La forte précarité des infrastructures

On entend par infrastructures l'ensemble des moyens matériels et logistiques (ordinateurs, réseau internet, des plateformes avec les programmes des professeurs) mis à la disposition des apprenants tout au long de leur formation. L'Afrique est caractérisée par une pauvreté infrastructurelle manifeste. Ce problème d'infrastructures s'étend sur deux dimensions. D'abord, on trouve en Afrique un manque considérable d'équipements nécessaire pour la bonne formation des jeunes apprenants africains. Sous un autre angle, le problème des infrastructures concerne la qualité des ressources matérielles mises à la disposition des étudiants. Ces ressources sont pour la grande majorité archaïques et dépassées. Ainsi, la formation de l'élite africaine sur le plan local reste largement en retard par rapport aux pays développés qui ont quant à eux des écoles, des universités et des infrastructures ultra modernes. Cette précarité infrastructurelle se vérifie par le fait que plusieurs universités en Afrique manquent d'outils de travail moderne tels que l'usage de l'informatique ou la mise en place de bibliothèques équipées. C'est le cas par exemple de l'UCAD, au Sénégal où les bibliothèques ne disposent pas d'ouvrages spécialisés. En outre, ces dernières datent de la période coloniale. Selon L'étudiant.com Victor Emmanuel un étudiant de l'université du Burkina Faso du s'inscrire à la bibliothèque d'un centre de recherche américain pour avoir accès aux livres dont il a besoin pour son mémoire » Cette université dispose d'une bibliothèque de 40 places pour 10.000 à 15.000 étudiants, selon Yves Ramdé président de l'ANEB (association nationale des étudiants burkinabé). Le jeune Victor affirme également que depuis qu'il s'est inscrit à l'UCAD en 2010/2011 les laboratoires de langues n'ont jamais existé. Ainsi, les étudiants n'ont pas la possibilité d'approfondir leurs recherches sur les notions apprises lors des cours magistraux. Quand bien même certains étudiants ont les moyens de s'offrir des ordinateurs, leurs campus ne sont pas toujours des cadres adéquats pour la recherche à cause de l'inexistence d'un réseau WIFI disponible pour les jeunes étudiants qui, pourtant, en ont besoin durant leur cursus

académique. Au Cameroun par exemple, plusieurs universités telles que l'université de Yaoundé II Soa ne disposent pas d'une salle d'informatique encore moins d'un réseau WIFI mis à la disposition des étudiants. Même si le président camerounais a promis un don d'ordinateurs aux étudiants du pays pour remédier à cette éducation incomplète et déséquilibrée, il n'en demeure pas moins vrai qu'environ un étudiant sur dix a accès à l'outil informatique dans les universités publiques du Cameroun.

2. Les différentes difficultés rencontrées par les étudiants au sein des établissements scolaires

La précarité infrastructurelle de l'éducation africaine s'étend jusqu'aux amphithéâtres où sont dispensés les cours aux étudiants. En effet, les universités africaines sont marquées par une inadéquation, un déséquilibre entre la capacité d'accueil des campus et les effectifs retenus pour l'année académique. On assiste donc à une situation de sureffectif dans les établissements. Ces conditions rendent très difficiles les conditions de vie des étudiants africains. Certains sont obligés de se lever à 5 heures du matin pour garantir des places assises pour ainsi attendre un cours qui débutera à 8 heures. Une bonne partie des étudiants est souvent condamnée à suivre les enseignements étant assis contre terre ou même en se tenant à l'extérieur, faute de places. Des amphithéâtres ayant une capacité de 1000 places se retrouvent souvent occupés par 2500 étudiants. C'est d'ailleurs dans cette optique que le recteur de la division de l'enseignement supérieur à l'UNESCO et ancien recteur d'université au Togo affirmait : « le gros problème des universitaires en Afrique c'est le sureffectif : il arrive qu'une université conçue au départ pour 5000 étudiants en accueille aujourd'hui 25000 ». Dans le même sens, l'étudiant ivoirien Kathy KOULIBALI venu étudier en France raconte « dans l'université à Abidjan, le plus grand amphithéâtre comptait 400 places alors que 600 à 700 étudiants y avaient cours ». A l'université d'Ouagadougou, 70.000 étudiants pour 20.000 places assises. De plus, la qualité des cours dispensés reste, elle aussi, un grave problème au sein des systèmes éducatifs.

Un cours universitaire peut être défini comme étant une activité d'éducation offerte par une université publique ou privée, menant vers un grade universitaire. Chaque université

possède sa manière d'indiquer le poids ou la valeur de crédit pour chaque cours. Cependant la transmission du savoir en Afrique présente de nombreux défauts qui poussent parfois les étudiants à immigrer.

Premièrement, dans les universités Africaines on peut observer un manque de réformes sur le contenu des cours universitaires, les enseignants dispensent les mêmes cours chaque année. Ceci peut expliquer le fait que le besoin des étudiants ne soit pas pris en considération par le système éducatif. Les programmes universitaires obéissent plus à des exigences administratives qu'aux besoins des étudiants. Par exemple, à l'université de Yaoundé I NGOA EKELE il y'a des cours qui sont restés identiques depuis plus de 10 ans et qui sont dispensés par les mêmes professeurs. Il est donc clair que l'étudiant n'aura aucune motivation car il sait déjà de quoi il s'agit par le biais des étudiants précédents. Ainsi il faut donc souligner que l'innovation est très importante dans le secteur éducatif surtout au niveau universitaire car les besoins des étudiants varient aussi en fonction de l'évolution de la société, dans la mesure où réalités de l'année 2010 ne seront pas les mêmes que celles de 2020. Il serait donc impératif d'adapter les enseignements et les cours en passant par l'innovation et la réforme. Dans le souci d'améliorer leurs conditions de vie, les étudiants africains se retrouvent tentés d'aller voir ailleurs.

B. Rigidité des rapports entre enseignants et étudiants

1. L'absence de dialogue et d'échange entre étudiants et formateurs

Il existe une faible marge de dialogue entre enseignants et professeurs pendant et après l'enseignement. L'étudiant pendant le cours n'a donc pas l'opportunité d'interroger son professeur sur des zones d'ombre concernant la leçon dispensée. Le cours devient ainsi comme une presse qui est soumise au lecteur sans que celui-ci puisse demander des clarifications à l'émetteur. Certains enseignants en Afrique pensent disposer du monopole de la connaissance sur les étudiants. Ces derniers n'ont donc rien à dire ni à apporter à la leçon dispensée. Ils sont donc réduits au seul devoir de copier leurs leçons sans pouvoir partager le fruit de leurs recherches personnelles avec l'enseignant D'autres étudiants qui se trouvent à des niveaux d'étude élevés entrent généralement en rivalité avec leurs enseignants lorsqu'ils essayent de proposer leurs travaux pour enrichir la leçon. Dans un tel climat, la formation intellectuelle de l'élite africaine est incomplète et défailante, car si

les cours sont dispensées dans des conditions difficiles, elles ne sont pas comprises par les étudiants, faute de dialogue et d'interaction avec leurs professeurs.

2. La corruption et le chantage sexuel en milieu académique

Bien plus, certains étudiants en Afrique n'ont plus leur dignité, leurs personnalités, leur fierté et même leur pudeur. En effet, la corruption, phénomène néfaste qui consiste à obtenir des services contre un paiement illégitime en argent ou en nature, s'est fortement implantée dans le système éducatif africain. Cette corruption s'opère sur deux façons différentes. D'abord, certains étudiants issus de familles assez aisées s'investissent dans le trafic de notes avec les enseignants, contre une forte rémunération, ils échangent les notes des étudiants méritants contre les leurs. Dans ces circonstances, les étudiants méritants se trouvent toujours au fond de la liste, tandis que les plus nantis obtiennent des diplômes non mérités. Un tel système n'encourage nullement les parents et les étudiants eux-mêmes à continuer leurs études en Afrique. Si certains se découragent et se lancent dans le petit commerce à revenu insignifiant, d'autres par contre cherchent de façon inexorable le chemin de l'occident où les conditions d'étude et d'emploi sont largement meilleures.

Pourtant, la forme de corruption la plus déplorable et la plus traumatisante pour les étudiants africains est le chantage sexuel. Au Cameroun par exemple, 1,8 à 2 étudiantes sur 10 sont victimes de harcèlement sexuel de la part de leurs formateurs. Certaines sont obligées de désertir les campus, ou même d'abandonner leurs études à cause de la pression exercée par leurs enseignants. En effet, toute résistance ou tout refus de céder aux avances des professeurs est souvent suivi d'un chantage au niveau des notes d'évaluation. Il est donc évident que dans ces conditions, les jeunes étudiants en général, les filles en particulier se heurtent à d'énormes difficultés pour faire des études en Afrique. Il existe tellement d'obstacles dans leurs cadres d'études qu'il est parfois difficile de réussir sans traverser une de ces étapes. Ce qui suscite en eux l'envie, le désir ou plutôt la nécessité absolue d'aller voir en Europe et en Amérique où le cadre d'étude est meilleur et où le rapport entre étudiants et professeurs reste professionnel. Outre ses raisons liées aux infrastructures et au climat hostile entre professeurs et étudiants, des facteurs d'ordre économiques concourent grandement à l'exode des cerveaux africains vers l'occident.

c. Les conditions économiques défavorables à la vie des étudiants

Les facteurs économiques sont très déterminants dans le phénomène d'exode des cerveaux. L'Afrique en générale et en particulier les pays de l'Afrique francophone sont marqués par la pauvreté et la rareté des ressources. Si cette situation affecte les fonctionnaires, elle n'épargne pas non plus les étudiants.

1. L'influence de la crise économique et la recherche d'un avenir meilleur

Les multiples crises économiques mondiales ont frappé le continent africain avec une telle violence que le développement est mis en péril. En 2009, le président Tanzanien TAKAYA KIKUETE, lors de la conférence sur le continent africain tenue du 10 au 11 mars à Dar-es-Salaam, a déclaré que « la crise économique présente pour le développement de l'Afrique le plus grand danger encouru ». Même si d'autres continents ont connu des crises, les pays africains ont été touchés de manière plus profonde et n'ont pas su vite se relever pour affronter ses problèmes. Au-delà de ses grandes diversités, l'Afrique est globalement restée dans une économie de rente qui a connu très peu de progrès de productivité et s'est marginalisée sur le plan international c'est-à-dire que l'Afrique a toujours été exploitée dans ses différentes relations. Il n'est donc pas étrange que l'Afrique compte 34 pays des 50 pays les moins avancés au monde. Ceux-ci, épicentre de nombreuses crises, sont marquées par la pauvreté. Au regard de cette situation difficile plusieurs parents choisissent d'envoyer leurs enfants poursuivre leurs études en occident où ils espèrent que les conditions de vie seront nettement plus stables. Au Cameroun, par exemple, les étudiants ne disposent pas d'une bourse considérable, leur permettant de subvenir à la fois à leurs besoins académiques et vitaux. Dans les universités publiques du pays, l'Etat octroie la somme de cinquante mille FCFA aux étudiants ayant obtenu une note annuelle supérieure ou égale à 12. Soit soixante et seize virgule quatre- vingt douze euro. Cette somme représente exactement les frais d'inscriptions versés par l'étudiant en début d'année. Et même, avec l'instabilité économique du pays, il arrive généralement que cette bourse ne soit remise que très tardivement, ou qu'elle ne le soit pas en raison de la difficulté économique que rencontre le

pays. Dans ces conditions, la meilleure solution pour l'étudiant serait de se trouver un travail ou il gagnerait de l'argent lui permettant de s'auto financer. Pourtant, il se heurte très vite au problème de la disponibilité de l'emploi, l'étudiant africain même en fin de formation n'a pas une grande garantie de travail à cause des nombreux maux qui minent nos sociétés. De plus, nombreux sont les jeunes qui rêvent d'aller étudier à l'étranger après leur baccalauréat parce que leurs amis ou des membres de leurs familles ne cessent de parler des avantages offerts aux étudiants (surtout les ressortissant des pays du tiers monde) en Europe. Un étudiant en Europe voit plusieurs opportunités s'ouvrir à lui que l'étudiant africain n'a pas. Par exemple, le programme Erasmus qui est défini par le dictionnaire du commerce international comme un « Programme emblématique d'éducation et de formation de l'union européenne, permettant chaque année à 200 000 étudiants d'étudier et de faire un stage à l'étranger. » En plus, ce programme est subventionné par l'union européenne. Donc un étudiant a tout à gagner en participant à un tel projet. D'autres étudiants sont très influencés par les témoignages de leurs amis qui s'en sortent déjà et qui se trouvent à l'aise lorsqu'ils poursuivent leurs études hors de l'Afrique. C'est un point très déterminant car l'étudiant africain en attendant et ne voyant aucun avantage à étudier dans son pays d'origine, aura juste les mêmes envies de faire comme son ami ou comme son frère qui selon lui est en train de réussir sa vie ailleurs, en voyant les publications sur les réseaux sociaux, à travers les informations données par leur famille et parfois par ces étudiants qui informent directement leur ami qui sont restés dans leur pays d'origine. Le changement est palpable. Par exemple, en France les étudiants qui ont moins de 26 ans bénéficient d'une grande réduction sur les moyens de déplacement, les logements sont à moitié payés par la C.A.F (Caisses d'Allocation Familiale). Le jeune est aussi motivé par le fait de vouloir vivre une expérience nouvelle, loin de la situation difficile qu'il rencontre dans son pays, de profiter du fait de vouloir étudier pour découvrir une nouvelle culture, une nouvelle langue, faire de nouvelles rencontres toujours dans l'espoir d'avoir une vie meilleure. Comme le dit W. Clément Stone « Peu importe qui vous êtes ou qui vous avez été, vous pouvez être qui vous voulez ». Toutes ces curiosités, ces questions sans réponses que l'on se fait poussent les étudiants à vouloir découvrir l'Europe, à vouloir réaliser tous leurs rêves nourris par les différents centres de langues qui se trouvent en Afrique, ces centres qui sont là pour encourager et faciliter la tâche à tous les bacheliers qui veulent poursuivre leurs études en Europe.

Par exemple, l'Italie qui est la destination la plus prisée des étudiants camerounais, présente un système d'éducation bien différent, son enseignement est bien démarqué par rapport aux autres systèmes car les examens en majeure partie se passent à travers un oral ce qui oblige l'étudiant à bien assimiler ses leçons et à mieux comprendre ce qu'il fait. Par exemple, à l'université de SOA au Cameroun les étudiants souffrent énormément parce que les plus riches ont le pouvoir de s'acquitter des notes des étudiants les plus intelligents et ces derniers se retrouvent injustement entrain de redoubler. Ce phénomène est d'une grande ampleur au point où s'est devenu normal. De nombreux professeurs en tirent un grand profit puisqu'ils estiment aussi que les salaires sont insuffisants par rapport au travail fourni. La chose la plus triste est que tous les professeurs conscients des énormes difficultés que traversent les étudiants des universités africaines envoient leurs enfants étudiés à l'étranger. Toutes ces situations contribuent à traumatiser l'étudiant et très peu réussissent à décrocher une dans ces conditions.

Un autre point important est le fait que les diplômes obtenus dans ces universités dans la majorité des cas ne sont pas valorisés au moment de se trouver un emploi car les entreprises connaissent déjà plus ou moins les écoles où les notes sont parfois falsifiées. Aussi triste que cela puisse sembler, voilà en effet comment chaque année en Afrique, toute une jeunesse est obligée de payer le prix fort d'une infime minorité qui se croit toute permise à cause de leur bonne situation financière.

2. Les mauvaises conditions salariales

Les jeunes chercheurs en Afrique ont du mal à vivre de leur salaire. Le travail effectué n'est pas équivalent au rendement. Nous présentons ci-dessous une évolution des salaires moyens par habitant dans trois pays différents selon une étude de la banque mondiale au Cameroun, en côte d'ivoire et au Congo.

TABLEAU DES SALAIRES

Pays d'origine	Effectifs	part	Evolution 2013vs2010	Evolution 2014vs2010
Maroc	35 199	11,8%	+3,8%	+9,9%
Chine	29 709	9,9%	-1,5%	+2,0%
Algérie	21 279	7,1%	-3,0%	-6,7%
Tunisie	11 573	3,9%	-2,5%	-15,2%
Italie	10 353	3,5%	+11,1%	+39,7%
Sénégal	8 800	2,9%	-1,3%	-10,6%
Allemagne	8 790	2,9%	-2,1%	+3,6%
Cameroun	6 978	2,3%	-4,1	-5,1
Espagne	6 667	2,2%	+4,8%	+25,5%
Viet Nam	5 863	2,0%	-6,0%	-12,0%
Etats- Unis	5 607	1,9%	+14,2%	+19,5%
Cote d'Ivoire	5 532	1,9%	+9,5%	+31,7
Brésil	5 312	1,8%	+3,2%	+18,3%
Russie	5 099	1,7%	0,0%	+7,2%
Liban	4 716	1,5%	+2,4%	-9,4

La dévaluation du franc CFA en 1994 lui a fait perdre 50 % de sa valeur et le pouvoir d'achat des agents de l'Etat s'est ainsi vu diminué. Leur salaire, ajouté à des revenus additionnels obtenus par des emplois secondaires ne suffisent plus à couvrir les charges sociales et familiales. Les cerveaux africains assistent depuis le début des années 1980 à un Krach des diplômés sur le marché du travail. L'absence de débouchés professionnels dans les pays africains, l'espoir et le souci de gagner sa vie, de s'épanouir incitent beaucoup d'étudiants à quitter leur terres natales, même si les changements géographiques ne garantissent pas leur bien-être. Le mythe de l'exode prometteur alimente ainsi le désir de voyager, de poursuivre des études dans de meilleures conditions, et par instinct de survie nombreux sont ceux qui se retrouvent dans l'obligation de se déplacer. Il est donc évident que, au regard de la situation économique des pays africains, le phénomène d'exode des compétences reste une réalité actuelle, car ses conséquences sur le continent sont indéniablement lourdes.

v. LES CONSEQUENCES DE L'EXODE DES CERVEAUX AFRICAINS

La fuite des cerveaux, qui est une forme d'immigration, est un phénomène qui frappe systématiquement l'Afrique entière. En effet, Un phénomène migratoire d'une telle ampleur n'est sans doute pas dépourvu de conséquences sur le développement de l'Afrique. Ainsi l'analyse de ces conséquences sera fondamentalement axée premièrement sur la démographie, deuxièmement sur la vie socioculturelle, et enfin sur la santé économique et politique du continent africain.

A. Un phénomène qui vide l'Afrique de ses compétences

A l'heure où la majorité des pays africains amorcent à grands pas leur développement, le phénomène d'exode des cerveaux se présente comme un obstacle à l'émergence. En effet, la population d'un pays est l'élément sociologique, sa substance vivante. Vues sous cet angle, les ressources humaines sont plus importantes car elles mettent en valeur les ressources d'un pays.

1. La perte du personnel qualifié au profit des pays développés

Le continent africain perd chaque année un nombre considérable de ses effectifs qualifiés qui migrent vers les pays développés du nord en général, et l'Europe en particulier. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime qu'entre 1960 et 1975, 27 000 Africains ont quitté le continent pour les pays industrialisés. De 1975 à 1984, ce chiffre a atteint les 40 000. On estime que depuis 1990, chaque année 20 000 personnes au moins quittent le continent. Par exemple dans le tableau ci-dessous on peut voir à peu près le nombre et le pourcentage d'étudiants étrangers en France, ce qui permet de constater que depuis 2010 l'Afrique est le continent le plus représenté en France.

ZONES GEOGRAPHIQUES	NOMBRE D'ETUDIANTS ET POURCENTAGES 2010/2011
AFRIQUE	111 585 39,2%
EUROPE	69 565 24,4%
ASIE	69 565 24,4%
AMERIQUES	24 322 8,5%
MOYEN ORIENT	12 889 4,5%

OCEANIE	541 0,2%
AUTRES (non localisées)	17 011 6,0%

Tableau représentant le nombre d'étudiants par continent en France en 2014/2015

ZONE GEOGRAPHIQUE	NOMBRES ETUDIANTS ET POURCENTAGES 2014/2015
AFRIQUE	126 968 42,5%
EUROPE	76 779 25,7%
ASIE	50 950 17,0%
AMERIQUES	27 219 25,7%
MOYEN ORIENT	12 785 4,3%
OCEANIE	582 8,2%
AUTRES (non localisées)	3619 1,2%

Après une analyse de ce tableau on peut confirmer que de 2010 à 2014 en ce qui concerne l'Afrique on a une augmentation de 13,8% des étudiants qui émigrent vers la France. Pris isolément, certains pays connaissent de véritables pertes. Cette perte ne se limite pas pour autant à des simples individus, car c'est la matière grise de l'Afrique qui s'en va exercer ses compétences dans les pays d'accueil. Dans **l'Afrique in Visus** qui est une plateforme d'échanges, Bourges Naboutawo, un jeune étudiant Congolais en comptabilité et gestion d'entreprise en Italie de par son expérience en tant qu'étudiant, préfère rester en Europe après ses études pour se trouver un emploi. Il explique : *Une formation hautement qualifiée en Europe est une chance pour la jeunesse de revenir au service de son pays d'origine. Mais, une fois le diplôme en main, retourner en Afrique à la fin de ses études devient une décision difficile à prendre, compte tenu des conditions de vie dans les pays d'accueil comparées à celles en Afrique.* Abdeslam Marfouk, un chercheur africain qui travaille depuis plus de dix ans sur la fuite des cerveaux africains estime que : « plus de dix pays africains ont plus de 40% de leur main-d'œuvre hautement qualifiée hors de leur pays ». Les pays de départ restent ainsi avec peu d'effectifs hautement qualifiés puisque dans la majorité des cas ce sont toujours les plus intelligents qui cherchent à se déplacer ayant déjà compris le système scolaire africain. Cette conséquence entraîne automatiquement une autre plus grave pour les pays d'origine : L'inefficacité dans la gestion de leurs affaires internes. En effet, dans les pays africains, plusieurs domaines souffrent de la mauvaise gouvernance due à l'incompétence du personnel et à un système sans réformes, or les étudiants de la diaspora pourraient après leurs

formations rentrer dans leur pays natal pour mettre en pratique leurs savoir-faire. Sur le plan politique, on note des fléaux tels que la tolérance de la corruption, les lenteurs administratives et surtout l'incompétence dans l'exécution des charges administratives. Le volet économique n'est pas en reste, avec la mauvaise gestion des ressources disponibles. Des étudiants qualifiés ayant quitté leurs terres pour poursuivre leurs cursus ailleurs, les pays africains restent parfois entre les mains de personnes ayant reçu des connaissances approximatives, ceci dans des conditions précaires. Cependant, les conséquences de la fuite des cerveaux de l'Afrique vers l'occident sont moins désastreuses pour les pays d'accueil. La conséquence néfaste majeure de ce phénomène dans les pays d'accueil est la surpopulation. En effet, plusieurs jeunes africains migrent afin de poursuivre les études et revenir au pays au terme de leur cursus. Pourtant, lorsqu'ils arrivent en terres étrangères, ils ne respectent pas la date du retour en Afrique, et se lancent ainsi dans d'autres activités lucratives. Au bout de quelques temps, les pays d'accueil ne contrôlent que très peu le phénomène migratoire en leur sein, tandis que par la même occasion, l'Afrique perd définitivement ses cerveaux qui, parfois, parviennent à acquérir d'autres nationalités et finissent leur vie à l'étranger. Plusieurs africains ont acquis la nationalité d'autres pays, augmentant ainsi la main d'œuvre et la puissance démographique de ces derniers. La fuite des cerveaux impacte donc gravement sur le développement de l'Afrique à travers ce tamisage des populations.

2. Les africains migrants se spécialisent dans des domaines qui ne cadrent pas toujours avec leurs ambitions professionnelles

Les jeunes étudiants une fois arrivés en Europe sont souvent très vulnérables et acceptent facilement les anciens des parfois les induisent en erreur. Par exemple, ils sont contraints d'accepter des emplois mal payés, durs et dangereux, dans le souci de se faire rapidement de l'argent. C'est le cas des jeunes de plusieurs pays d'Afrique qui migrent chaque année pour des pays tels que le Liban, le Koweït et le Qatar, où ils sont soumis à des tâches ménagères, indépendamment de leurs valeurs intellectuelles. Triste est l'Afrique dans ces conditions car des jeunes formés pour être l'élite de leurs pays sont plutôt utilisés comme des domestiques dans les pays d'accueil. Ils y sont constamment maltraités et souvent assassinés. Ainsi, ils sont détournés de leurs objectifs scolaires et confrontés à d'autres réalités ignorées dès le départ. D'autre part, ces pays industrialisés ayant besoin de personnels hautement qualifiés, mettent les étudiants dans des conditions favorables afin qu'ils ne puissent pas un seul instant penser de quitter le pays. Christian Lekesseu un étudiant Camerounais en Italie explique (toujours sur la plateforme *l'Afrique In Visus*) les raisons pour lesquelles il ne veut

pas rentrer dans son pays natal après ses études : « *Une fois arrivée en Europe, l'Afrique n'est plus ma priorité. La question de rentrer au pays après l'obtention de mon diplôme n'est pas d'actualité. J'ai vécu 26 ans dans mon pays natal et je sais parfaitement ce que ça fait de vivre sans option. En Europe je peux travailler, avoir un contrat à durée indéterminé et poursuivre mes études en parallèle. Il y a la démocratie, la sécurité et même le service social. Les bonnes conditions de vie sont réunies et l'on oublie parfois d'où l'on vient* ». Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) note qu'en Afrique, l'élément le plus frappant est l'exil des médecins. Au moins 60 % des médecins formés au Ghana dans les années 80 ont quitté le pays. Ce phénomène pèse énormément sur le continent car plusieurs pays africains sont concernés.

B. La fuite des cerveaux comme facteur d'inertie économique en Afrique

Il a été dit que l'Afrique perd de plus en plus de sa substance grise. Cette perte se représente également sur le plan économique sous plusieurs aspects.

1. Investissement non rentabilisé d'énormes capitaux sur l'éducation primaire des jeunes africains

L'investissement national pour l'éducation est une perte financière énorme dans un contexte d'exode de cerveaux. Les pays africains investissent d'importants capitaux dans l'éducation primaire et secondaire des jeunes africains. Cependant, ces efforts s'avèrent inutiles car parvenus aux études supérieures, ces derniers se tournent vers les universités des pays développés où les conditions de vie et les infrastructures sont beaucoup plus aisées que leurs pays d'origine. À la longue, les capacités économiques des pays d'origine sont amoindries ainsi que leur aptitude à investir et à innover. En effet, dans de nombreux cas, la fuite des cerveaux concerne les cadres de haut niveau pour lesquels les pays africains ont déjà investi des sommes considérables pour leur formation depuis leur admission au système éducatif jusqu'à leur départ. Dans certains pays concernés par la fuite des compétences, les études primaires et secondaires sont plus ou moins prises en charge par l'État en raison de la situation financière et économique précaire des ménages. Ainsi, des pays aux ressources limitées prennent partiellement ou parfois totalement en charge leurs meilleurs éléments sans pouvoir eux-mêmes en tirer profit, car ceux-ci sont employés et exploités par les pays riches. Certains

de ces pays riches suscitent et encouragent le recrutement de ces cadres africains. Cela apparait de plus en plus lourd pour l'économie des pays africains qui sombre sans cesse sur le coup de l'exode des compétences au profit des pays développés. Selon le service du Congrès américain, les États - unis bénéficient plus de 20.000 dollars sur chaque scientifique immigrant venant des pays en développement. Ainsi l'Afrique perd plus de 1,2 milliards de dollars américains d'investissement à travers son personnel immigré. À court terme, la raréfaction de personnes qualifiées entraîne une mauvaise redistribution de la richesse nationale au détriment des personnes moins qualifiées qui sont souvent déjà les plus pauvres.

2. Pertes économiques dues à l'inefficacité et le manque d'expérience

Ayant vidé l'Afrique de son personnel qualifié, la fuite des cerveaux entraîne une perte économique au niveau des découvertes, des brevets, inventions ou autres innovations mises au point par les chercheurs expatriés qui profitent tout d'abord aux pays d'accueil. C'est donc une perte pour les pays d'origine qui, eux, souffrent et perdent de l'avance dans certains secteurs clés de leur développement. En effet, l'Afrique recèle de nombreuses ressources dont beaucoup sont encore inexploitées, malgré le pillage opéré sur les matières premières durant l'époque coloniale. Ceci étant, une mise en exploitation rationnelle et professionnelle dans les pays africains s'impose. La gestion de cet énorme potentiel économique nécessite donc d'importantes ressources humaines. Cependant, à cause de l'exode du personnel qualifié, celle-ci ont toujours fait défaut, ce qui jusqu'ici compromet le développement du continent. Faute de ces ressources humaines adéquates et suffisantes, l'Afrique continue de subir d'énormes pertes économiques dans l'exploitation de ses richesses à l'état brute. Il apparait donc clairement que la fuite des cerveaux impacte fortement sur la croissance économique du continent africain car elle provoque un énorme déficit en personnel qualifié, ce qui entraîne une mauvaise gestion de son énorme potentiel économique. Cette fragilisation de la sphère économique due à la fuite est un obstacle considérable au développement de plusieurs, sinon de la quasi- totalité des pays africains. Pourtant, la fuite des cerveaux n'affecte pas que l'aspect économique en Afrique mais également la vie politique du continent.

C. Les conséquences sociopolitiques de l'exode des cerveaux

1. Renforcement de la discrimination et du favoritisme

L'immigration voulue est, sur le plan politique une composante du projet de développement des pays riches. Cependant, dans les pays d'origine, les personnes migrantes sont souvent considérées soit comme des non partisans du patriotisme et du nationalisme, surtout lorsqu'elles ne reviennent pas partager leurs expériences acquises lors de leurs études en Europe, ou alors comme des personnes plus qualifiées que les nationaux ayant été formés au pays. Cette situation crée un climat de favoritisme dans plusieurs sphères, notamment celle de l'emploi. Au Cameroun par exemple, les nationaux ressortissants des pays étrangers sont généralement perçus comme des personnes beaucoup plus instruites. De ce fait, lorsqu'un étudiant camerounais obtient ses diplômes en occident, il semble plus facile pour lui de postuler à certaine haute fonction du pays, même si sa formation ne cadre pas avec le poste. Cette situation que l'on pourrait qualifier de favoritisme aboutit à un climat sociopolitique pervers, marqué par la discrimination et même la corruption, ce qui crée une instabilité politique, et un mécontentement des populations locales qui vont soit sombrer dans le découragement, soient chercher elles aussi des possibilités d'aller étudier à l'étranger. De plus, les sociétés africaines sont marquées par la pauvreté d'une manière globale. Dans un tel contexte, on pourrait comme certains, dire que l'exode des cerveaux est une solution de bien-être. En effet, les africains qui s'installent en Europe s'en sortent pour la majorité sur le plan financier. Ainsi, ils deviennent des sources de revenus pour leurs familles, leurs proches et amis. Avec la monnaie occidentale largement plus cotée que les monnaies africaines tels que le franc CFA (1euro=650fcfa) ; un étudiant camerounais, pour ne prendre que ce cas, peut aisément aider sa famille grâce à ses bourses et de petits stages. Voici par exemple les propos d'Aimé Ndoumdou un étudiant Congolais en Italie qui explique sa situation sur la plateforme l'Afrique In Visus « *Ici je travaille et en même temps je suis en Faculté de médecine. Je gagne pas mal ma vie et j'aide ma famille en Afrique. Par exemple, il y a deux mois, j'ai fait un transfert de 1500 euros à l'un de mes frères, afin qu'il exerce une activité commerciale, ma mère était contente et ça me plaît. Donc, si après mes études, je repartais au pays sans pouvoir offrir une vie meilleure à ma famille, cela n'aurait servi à rien.* » À court terme, cette solution est bénéfique, car sur le terrain, il est possible de voir changer les conditions de vie des familles ayant des membres qui travaillent à l'étranger. Mais le fait est qu'on ne doit se limiter qu'à cela car cet aspect contribue à empêcher les africains diplômés en Europe de rentrer. Mais quel apport dans le développement de l'État à long terme ? Dans une telle logique, la fuite des cerveaux reste un phénomène continu. Il suffira qu'un élève obtienne son diplôme de fin d'études secondaires pour

aller rejoindre son aîné, ou du moins les membres de sa famille d'Afrique résidant en Europe et en Amérique. Le pays d'origine cesse d'être pensé comme un cadre qui nécessite d'être développé pour que (?) le niveau de vie global évolue car chaque étudiant étant déjà à l'abri du besoin ne veut plus rentrer dans son pays natal. Le seul espoir pour les États africains reste donc dans ce cas de voir revenir ses cerveaux, afin de les récupérer et de leur proposer un bon emploi et salaire assez élevé pour pouvoir bénéficier de leurs compétences.

2. Le déséquilibre de la structure démographique et l'affaiblissement des cultures africaines

De plus, la tendance à l'émigration concerne de plus en plus les jeunes. La population restée au pays d'origine est parfois constituée de personnes âgées et d'enfants, ce qui à terme pourrait entraîner le vieillissement de la population. En Afrique, on peut remarquer des familles qui se sont vidées entièrement de leurs jeunes enfants, les seuls membres restant les parents et parfois de tous petits. Il reste évident que la perte des populations africaines entraîne également l'affaiblissement des cultures. Les immigrants emportent avec eux leurs cultures et traditions et donc une énergie considérable s'échappe dans le dynamisme culturel des pays africains. Cette situation va plus loin car certains de ces cerveaux qui parviennent à retourner dans leurs pays d'origine semblent avoir perdu leur propre culture au profit d'une culture hybride, à mi-chemin entre les cultures occidentales et africaines. Les immigrants y apportent leurs cultures et traditions et donc une énergie nouvelle et un certain dynamisme. C'est ainsi que des centres multiculturels sont créés, et attirent d'autres immigrants. Cette situation donne une impression de santé culturelle aux immigrants qui, pourtant, oublient leur racines culturelles et aussi parfois leurs identités car ils sont confrontés non seulement au fait de ne pas oublier leur propre culture mais aussi au fait de mieux embrasser la culture du pays d'accueil pour ne pas se sentir rejetés. Cette perte socioculturelle présente également d'importantes conséquences sur le développement économique de l'Afrique.

Compte tenu de ces effets défavorables de la fuite des cerveaux au sein des pays africains, notamment la perte de ressources humaines qualifiées, l'inefficacité et l'incompétence dans l'exploitation et la gestion des ressources disponibles qui empêchent la croissance économique, et l'instabilité politique, il semble indispensable de penser à des pistes de solution.

VI. PERSPECTIVES DE REMEDIATION A LA FUITE MASSIVE DES COMPETENCES AFRICAINES

L'Afrique, à travers le déplacement massif de ses populations qualifiées, se vide progressivement de ses étudiants. Cette situation constitue un véritable blocus dans le processus de développement du continent. Si l'exode de cerveaux est beaucoup plus bénéfique que défavorable pour les pays d'accueil, il reste un problème urgent dont la résolution constitue une nécessité absolue et vitale pour l'Afrique. A ce sujet, plusieurs solutions sont envisageables, non pas pour stopper carrément le phénomène, mais pour en réduire l'ampleur et les conséquences dans les pays africains. Il s'agira donc dans un premier temps de procéder au préalable à l'assainissement et la viabilisation du cadre éducatif des pays africains(A), et dans un deuxième temps de promouvoir une politique de retour des cerveaux partis étudier ailleurs(B), et enfin d'améliorer les conditions Salariales des étudiants et fonctionnaires en Afrique.(C).

A. Revoir les conditions académiques d'apprentissage

L'éducation en Afrique est caractérisée par des conditions d'étude précaires et inconfortables. Ces mauvaises conditions de vie dans les systèmes éducatifs sont l'une des causes majeures du déplacement massif des compétences africaines. Dans ces circonstances défavorables, les étudiants africains soucieux de poursuivre leur formation supérieure ou de trouver des emplois rentables se trouvent donc souvent face à la seule alternative qui est l'exode. Pour limiter ces pertes, l'Afrique doit au préalable procéder à un réajustement de son système éducatif. Des réaménagements seraient donc salutaires pour la préservation de l'élite africaine. Il s'agit contrairement de palier aux manques infrastructurels des universités africaines en répondant favorablement et efficacement aux attentes matérielles des étudiants pour qu'ils suivent leur formation dans un minimum de confort (1), puis procéder à la réorganisation fonctionnelle de l'appareil éducatif dans les pays africains (2).

1. Mise en place des infrastructures modernes nécessaires à la bonne formation au sein des universités

L'un des défis auxquels le système éducatif africain se heurte est l'insuffisance infrastructurelle. Les

conditions d'enseignement sont globalement mauvaises à cause de la précarité des infrastructures et des équipements. Les établissements scolaires connaissent une mauvaise gestion et un manque d'entretien régulier. Dans certains pays, et surtout en zone rurale, il n'est pas surprenant de trouver des salles de cours multigrades (C'est-à-dire qu'une première partie d'élèves fréquentent le matin et une autre en soirée et parfois des élèves de niveaux différents fréquentent dans la même salle et avec le même enseignant qui dispense les cours de façon simultanée. Ainsi pour maintenir ses étudiants l'Afrique doit commencer par résoudre le problème des infrastructures. Les campus doivent disposer de structures modernes et qui répondent aux demandes contextuelles. Les salles de cours devraient être suffisantes, assez spacieuses et bien entretenues pour accueillir tous les effectifs durant l'année académique. Ainsi les étudiants n'auront plus à fuir le fait de s'asseoir par terre pour suivre les cours. De plus, on devrait trouver des bibliothèques fournies au sein des campus afin de permettre aux étudiants d'approfondir leurs recherches. Les avancées de la technologie, notamment l'informatique sont incontournables pour les recherches. Aussi les universités africaines devraient-elles aussi se munir d'un dispositif informatique accessible aux jeunes chercheurs.

2. L'amélioration des rapports entre étudiants et personnel éducatif

L'environnement éducatif en Afrique n'est point encourageant, ce qui pousse souvent les étudiants à désertter les campus et à s'expatrier pour continuer leurs études dans des endroits plus viables. Le phénomène de la corruption est fortement enraciné dans plusieurs campus universitaires en Afrique. Ainsi, les systèmes éducatifs sont peu fiables. Ils sont également marqués par le manque d'équité, la mauvaise qualité de l'éducation et le trafic d'influence. Ces conditions créent un climat inconfortable et les étudiants sont de plus en plus incertains de leur avenir en Afrique. Pour y remédier, les pays africains doivent lutter contre les dérives qui affectent les étudiants. Il serait donc judicieux de sensibiliser toute la communauté éducative sur les répercussions d'un système éducatif corrompu, sur le bien-être et l'avenir des cerveaux africains. De plus, il faudrait améliorer les conditions salariales des enseignants et sanctionner ceux qui continueraient tout de même à se livrer à ces pratiques malsaines. Enfin, les formateurs doivent rendre plus fluides leurs rapports avec les apprenants en se montrant plus disponibles et attentifs à leurs questions et aux problèmes relatifs au cours. Par exemple, en Italie chaque professeur prévoit des heures de permanence pour recevoir les étudiants et pendant ce temps l'étudiant est libre de poser toutes ses questions sans aucune crainte. Cette méthode permet à l'étudiant qui rencontre des difficultés de se rattraper et de progresser normalement. Si ce système est également instauré en Afrique elle pourra assurer une bonne

formation des étudiants et limiter la peur que ces derniers développent vis-à-vis des grands professeurs agrégés et docteurs. Cependant même si la redynamisation et l'amélioration des infrastructures et des relations entre éducateurs et éduqués au sein des campus peuvent s'avérer efficaces dans la lutte contre la fuite des compétences africaines, l'Afrique gagnerait beaucoup à ramener vers elle ses cerveaux formés dans les pays développés.

B. La promotion d'une politique de retour

L'Afrique gagnerait beaucoup à proposer à ses populations formées ailleurs de revenir faire valoir leurs compétences acquises dans leurs pays d'origine. Une nouvelle impulsion est donc indispensable au niveau de la gouvernance et de l'optimisation de l'action publique afin d'offrir un cadre attractif à la diaspora souhaitant revenir au pays natal en leur fournissant des conditions de vie favorables dans leurs pays.

1. Amélioration de la situation politique

C'est à partir des causes de départ que l'on peut définir des possibilités de retour. Lors de l'examen de ces causes, il ressort que les jeunes africains se déplacent à cause de la précarité des systèmes éducatifs dus à de mauvaises politiques de gestion et les mauvaises conditions salariales et de vie au sein du continent. En ce qui concerne le volet politique, il faut noter que la stabilité d'un pays passe par la mise en place d'un ordre politique solide. Plusieurs pays d'Afrique sont marqués par un climat politique instable. Sur le plan international, on note des guerres meurtrières dans plusieurs régions comme au Tchad, au Nigeria, en Lybie ou au Cameroun, où la guerre contre le terrorisme fait de nombreuses victimes. C'est bien là, hélas, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. La résolution de ces problèmes pourrait encourager certains nationaux à retourner chez eux. Sur le plan interne, la corruption, le tribalisme et divers autres fléaux rendent la vie difficile en Afrique. Plusieurs pays ont compris la nécessité de lutter contre ces phénomènes qui donnent une mauvaise image aux pays africains. Au Cameroun, une commission nationale a été mise sur pieds pour lutter contre la corruption. De telles initiatives sont nécessaires pour donner aux intellectuels et travailleurs longtemps partis en occident l'envie de revenir dans leurs pays où le climat serait alors devenu plus stable et favorable aux investissements. Une fois un tel climat politique restauré, il faudrait également promouvoir l'excellence au sein du continent.

2. Privilégier le système de méritocratie dans la société

Trouver un travail qui va de pair avec sa formation est la meilleure des choses qu'un jeune étudiant puisse espérer après sa formation ; les États africains avant de recruter le personnel devraient prendre en compte les capacités intellectuelles et non les affinités. Parce que dans la majorité des cas les personnels recrutés ne sont jamais à la hauteur du poste à occuper. Ils s'y trouvent à cause d'autres facteurs externes et n'assurent pas la tâche comme il se devrait. Et les diplômés se retrouvent ainsi au chômage. Il faudrait donc privilégier la méritocratie afin d'encourager les jeunes diplômés et leur permettre de mettre leur savoir-faire en pratique. Par ailleurs, globalement, les pays en développement ne peuvent espérer maîtriser et appliquer les découvertes les plus récentes et encore moins apporter une contribution d'une certaine importance au progrès scientifique et intellectuel s'ils ne disposent pas d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche répondant aux normes les plus élevées. C'est seulement en mettant en valeur leurs talents et leurs compétences chez eux, surtout ceux formés à l'étranger, qu'ils pourront réduire le fossé qui les sépare des pays industrialisés et ainsi réduire l'effet 'attractivité' que provoquent ces derniers au sein des populations africaines. C'est pour relever ces défis que l'Afrique devrait au préalable se munir d'établissements de formation fiables répondant aux normes les plus élevées. Ces établissements ultra modernes que sont les centres d'excellence constituent un cadre privilégié d'accueil des africains de la diaspora pour contribuer, et participer aussi au développement de leur pays. Il resterait dès lors pour les pays africains à améliorer la situation financière de ses travailleurs.

c. Amélioration des conditions de travail, de salaire, et de vie en Afrique comme gage d'attraction et de stabilisation des cerveaux africains

En ce qui concerne les conditions de travail, de salaire et de vie, il reste encore beaucoup à faire pour les pays africains. Dans les crises profondes et durables des universités africaines, les questions de travail, de salaire et de meilleures conditions de vie figurent toujours parmi les revendications à la fois des étudiants et des travailleurs. Ces derniers se sentent frustrés, et ce à juste titre. Face à cette situation, plusieurs solutions sont envisageables.

1. Offrir aux chercheurs un salaire proportionnel à leur travail.

En Afrique les chercheurs sont victimes d'une injustice dans leurs conditions salariales opposées à celles des autres travailleurs de leurs disciplines. Une solution sérieuse mérite d'être apportée à cette situation dont dépend l'Afrique. Pourtant, celle-ci ne pourra espérer garder ses meilleurs cerveaux en continuant de payer ses meilleurs experts et chercheurs au profit de façon inférieure aux tâches effectuées de certains corps de métier comme l'armée et la police. Jusqu'ici les solutions apportées dans ces circonstances sont restées ponctuelles face à chaque situation de crise qui bloque le système éducatif. Les gouvernements ont juste tendance à proposer des solutions de sorties de crise pour sauver leur image mais sans toutefois les appliquer. Il s'agit donc de débloquer des moyens financiers durables à même de satisfaire étudiants et chercheurs. En outre, les gouvernements devraient offrir des bourses d'études aux jeunes chercheurs africains. En effet à un moment de leur formation supérieure les étudiants africains font généralement face à la précarité financière de leurs parents, car plus le niveau d'études s'élève, plus les dépenses augmentent. Démunis, les jeunes étudiants devraient bénéficier du soutien financier de leurs pays d'origine, afin de financer eux-mêmes leurs études et leurs projets. Dans ces conditions, même si la fuite des cerveaux ne sera pas totalement bannie de façon systématique, elle pourra néanmoins être freinée. Cette solution fondée sur le salaire serait encore plus efficace si elle s'ajoutait à des conditions de vie confortables en Afrique.

2. Utiliser les ressources des diasporas intellectuelles : Une stratégie prometteuse pour l'Afrique.

Les diasporas sont intéressantes pour les pays d'origine dans plusieurs aspects mais principalement pour et les échanges dans le cadre de nouvelles technologies. Les professionnels migrants envoient à leurs familles de l'argent soit pour les aider directement dans leur vie quotidienne, soit pour créer de petites et moyennes entreprises ou de petits projets de développement. Les pays comme les Philippines, le Mexique, le Portugal, le Pakistan, l'Inde sont les plus souvent cités et qui sans doute ne sont pas les seules au monde. En ce qui concerne l'Afrique, les sommes envoyées dans leurs pays par les Ghanéens, les Nigériens, les Sénégalais, les Camerounais, les Rd congolais, les Marocains, les Burkinabè, etc.... sont loin d'être négligeables. Le rapport de la Banque Mondiale montre clairement que quel que soit le profil des migrants, qu'ils soient scolarisés ou non, leurs envois de fonds contribuent effectivement à faire reculer la pauvreté dans leurs pays.

Près de 200 millions de personnes vivent hors de leur pays d'origine, et effectuent des transferts qui, selon les estimations, auront atteint environ 225 milliards de dollars, à en croire une publication imminente de la Banque intitulée *Global Economic Prospects* dans le forum <http://societe.aufeminin.com>.

La diaspora aujourd'hui peut jouer un grand rôle dans le cadre d'échanges de nouvelles technologies. L'Afrique gagnerait beaucoup à utiliser les connaissances de ses cerveaux partis se former en occident pour propulser son développement. De plus en plus de gens sont persuadés que cette fuite des cerveaux n'est pas une perte pour le pays d'origine, si elle est exploitée comme une possibilité d'accès aux technologies occidentales. D'où *l'Association des Secrétaires généraux de Parlement* recommande aux pays en voie de développement de recourir à « l'option diaspora »

Conclusion

Les ressources humaines dotées de compétences particulières reconnues doivent être considérées comme la plus grande richesse d'un pays et d'un continent. Dans le contexte actuel de la mondialisation, on n'hésite pas à les considérer comme un capital précieux, voire une richesse stratégique. Si l'exode des cerveaux touche la quasi-totalité des pays du monde, il est évident que les conséquences sont ressenties de façon différente selon qu'on se trouve dans les pays riches ou dans les pays pauvres. En effet, les pays riches compensent facilement leurs pertes en capital humain en mettant sur pieds des politiques d'attraction de migrants qualifiés en provenance de pays pauvres. De leur côté, les pays sous-développés ont du mal à compenser leurs pertes en capital humain. Pourtant, la formation de ces cerveaux coûte chers aux États pauvres et leur départ creuse davantage le fossé qui les sépare des pays développés. En Afrique, on assiste, avec la fuite des compétences, à ce qu'on appelle la deuxième diaspora après celle du 16^{ème} siècle. Elle est scientifique cette fois et contribue à renforcer la pauvreté, l'instabilité politique et le déséquilibre économique, assurant ainsi la continuité des migrations massives dans les pays pauvres qui déjà se vident au fil des ans. Les pays développés encouragent et soutiennent cette nouvelle forme d'exploitation des pays en développement, en pillant leurs ressources humaines les plus qualifiées. Cette situation met en péril le développement du continent africain. Mais la politique d'attraction des pays riches n'est pas la seule responsable de la fuite des cerveaux en Afrique. En effet, Dans de nombreux pays africains, il existe des causes objectives de la fuite des cerveaux, qui découlent des conditions de vie, de travail, ainsi que le climat politique intérieur. Faute de changements significatifs, on note néanmoins les efforts jusqu'ici entrepris par les organisations africaines et internationales pour freiner et renverser ce mouvement car il serait irréaliste de penser que l'Afrique peut remédier toute seule à la fuite de ses compétences. Ceci étant, la communauté internationale peut et doit jouer un grand rôle dans ce combat. À cet égard, l'Union Européenne et tous les principaux pays bénéficiaires de cette migration des cerveaux africains commencent néanmoins à adopter des mesures de soutien au continent à travers l'aide publique au développement, avec un accent particulier mis sur l'éducation, même si ces mesures ne connaissent jusqu'ici que

des résultats insignifiants. Cependant, même si dans la lutte contre ce phénomène l'engagement de la communauté internationale est nécessaire, il n'en demeure pas moins que l'essentiel des solutions, comme présentées tout au long de cette analyse, reposent au sein de chaque gouvernement en Afrique. Si la fuite des cerveaux présente des conséquences socio-politiques, économiques et culturelles aussi lourdes, la lutte contre ce fléau doit être une priorité de premier plan au sein des Etats africains. Cette priorisation de la lutte contre la fuite des cerveaux ne doit pas seulement être proclamée, elle doit se traduire et se manifester par un programme concret et un plan d'action, le tout clairement défini et exécuté avec constance et rigueur et les résultats périodiquement évalués. Une telle organisation interne permettrait aisément de transformer les structures Africaines et les hisser à la hauteur des attentes des jeunes africains compétents.

BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE

<http://www.cosmovisions.com/Afrique.htm>

EXODE DES CERVEAUX EN AFRIQUE : REALITES ET DECONSTRUCTION DU DISCOURS SUR UN PHENOMENE SOCIAL Daouda Maingari

De Boeck Supérieur i Education et sociNSTR »

2011/2 n28 pages 181 UCTIO

<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-8903.html>

<http://www.letudiant.fr/etudes/international/etudier-en-afrique-les-obstacles-a-surmonter.html>

<http://www.leconomiste.com/article/909347-marrakech-la-facult-de-droit-en-sureffectif>

<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/april-2009/l%E2%80%99afrique-et-la-crise-%C3%A9conomique-mondiale>

<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-8903.html>

<http://societe.aufeminin.com>

<http://www.afriqueinvisu.org/la-fuite-des-cerveaux-africains,704.html>